

Bolivie. Dans une ambiance rappelant étrangement celle de la Guerre froide, les violences en Bolivie replongent l'Amérique latine dans une grave crise régionale.



La Paz entre Chavez et l'Oncle Sam

De violents affrontements ont éclaté la semaine dernière en Bolivie entre les partisans du président socialiste Evo Morales et ceux de l'opposition libérale. Une vague de violence qui a été déclenchée dans les régions riches en hydrocarbures et en terres fertiles, tenues précisément par l'opposition. Jeudi 11 septembre, les violences atteignent un sommet lorsque 18 morts sont dénombrés dans la région rebelle de Pando, au nord, où l'état de siège a été décrété.

Les régions rebelles – 5 sur 9 au total – s'opposent depuis déjà huit mois aux projets de Constitution socialiste et de réforme agraire que le gouvernement socialiste d'Evo Morales veut faire adopter par référendum le 7 décembre. Ces projets visent une nouvelle répartition des recettes des taxes sur le gaz et une limitation de la taille des propriétés à 5 ou 10 000

hectares. Les régions rebelles, jugeant ces projets trop étatistes, centralisés et indigénistes, réclament un statut d'autonomie. Pourtant, le mandat d'Evo Morales, 48 ans, ancien planteur de coca et premier président d'origine amérindienne élu en 2006, a de nouveau été largement ratifié via référendum en août avec près de 68 % des suffrages.

En réalité, cette crise ravive les tensions ethniques dans ce pays de 10 millions d'habitants, le plus pauvre d'Amérique du Sud. La Bolivie est en effet divisée entre, d'une part, la majorité de la population constituée des paysans pauvres des Andes soutenant le chef de l'Etat comme l'un des leurs et, d'autre part, la population métisse ou blanche qui vit dans les plaines de l'est et du sud où sont concentrées les richesses concernées par les projets du président.

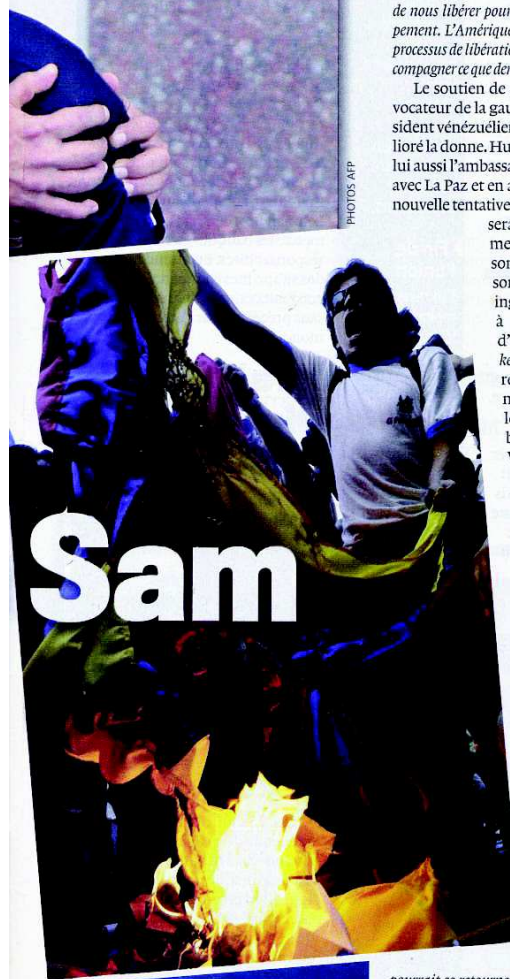
Samedi 13 septembre, Evo Morales accusait les gouverneurs des régions rebelles d'une

tentative de coup d'Etat civil et s'exclamait devant une foule de partisans: «*Ils peuvent bien faire tomber l'Indien, mais le peuple bolivien, le peuple révolutionnaire, ne va pas tomber. Il faut défendre le changement à tout prix. Cette révolution démocratique et culturelle, il faut la terminer. Arriver au pouvoir n'a pas été facile. C'est grâce à nos efforts à tous et cette lutte ne peut avoir été menée en vain.*»

Anti-impérialisme

EVO MORALES A PAR AILLEURS ravivé les tensions avec les Etats-Unis qu'il accuse d'orchestrer les troubles, proclamant dès mercredi 10 septembre l'ambassadeur américain à La Paz *persona non grata*. Le président bolivien a justifié sa décision au nom de la «*lutte des peuples*» d'Amérique latine contre «*l'empire américain*». «*Là où il y a l'empire, il n'y a pas de développement. Quand les empires dominent un pays, il n'y a pas de sursaut, pas d'indépendance, pas de dignité. Il s'agit*

Evo Morales et son allié Hugo Chavez qui a lancé aux Américains «Allez au diable yankees de merde».



A Santa Cruz en Bolivie, des étudiants brûlent un drapeau vénézuélien en guise de protestation contre la position de Chavez vis-à-vis de Morales.

Hugo Chavez s'est dit prêt à intervenir si son ami bolivien devait être renversé.

de nous libérer pour impulser notre propre développement. L'Amérique latine est en train de vivre un processus de libération et ses présidents ne font qu'accompagner ce que demande le peuple», a-t-il déclaré.

Le soutien de son allié et chef de file provocateur de la gauche anti-américaine, le président vénézuélien Hugo Chavez, n'a pas amélioré la donne. Hugo Chavez a en effet renvoyé lui aussi l'ambassadeur «yankee» en solidarité avec La Paz et en a profité pour dénoncer une nouvelle tentative de coup d'Etat contre lui qui

serait le fait des Etats-Unis. Il a menacé de suspendre les livraisons de pétrole aux Etats-Unis, son principal client, si Washington cherchait encore à nuire à son gouvernement. Et d'ajouter: «Allez au diable, yankees de merde». En guise de représailles, les Etats-Unis n'ont pas tardé à expulser à leur tour les ambassadeurs bolivien et vénézuélien à Washington.

Pourtant, le président vénézuélien semble avoir dépassé les limites en faisant savoir qu'il serait prêt à intervenir si son ami bolivien devait être renversé. Cet avertissement a en effet fait bondir le commandant en chef des forces armées boliviennes. Le général Luis Trigo est sorti de sa traditionnelle réserve pour fustiger «les ingérences extérieures d'où qu'elles viennent». Une réaction que le président vénézuélien a dénoncée à son tour. Pour Carlos Cordero, professeur de sciences politiques à l'Université San Andres de La Paz, «Evo Morales a pu mesurer les limites de son alignement sur Chavez. L'armée n'est pas prête à tout accepter et

pourrait se retourner contre lui si la situation intérieure lui échappait», ajoutant que l'expulsion de l'ambassadeur américain n'apporte qu'«un avantage à très court terme» au chef de l'Etat. Ce genre d'action étant toujours très populaire dans le pays.

Toutefois, le président bolivien s'est gardé de tout commentaire. Une attitude que déplore le principal quotidien du pays, *La Razon*, regrettant que le chef de l'Etat ne prenne pas davantage ses distances avec Hugo Chavez, compte tenu du fait qu'il jouit d'«une meilleure image internationale que son homologue vénézuélien».

Guerre froide bis ?

LA DIMENSION INTERNATIONALE de la crise n'est pas sans rappeler le contexte de la Guerre froide, lorsque l'on sait que deux bombardiers russes TU-160 se trouvent depuis mercredi au Venezuela pour y effectuer des «vois d'entraînement», selon la version officielle de Moscou et Caracas, que les Etats-Unis surveillent ces mouvements de «très près» et que des bâtiments de l'US Navy se trouvent dans les eaux géorgiennes, aux portes de la Russie. «La Russie est avec nous. Nous sommes des alliés stratégiques. C'est un message à l'empire (américain)», a déclaré Hugo Chavez alors que les relations entre Moscou et Washington sont mises à mal par la crise en Géorgie. De plus, Evo Morales, qui partage avec Hugo Chavez l'orientation anti-américaine du régime iranien, s'est rendu début septembre en visite officielle à Téhéran où il a rencontré le président Mahmoud Ahmadinejad. Enfin, même l'Argentine, alliée traditionnelle des Etats-Unis, s'en est prise à l'administration Bush en la soupçonnant d'utiliser un procès en cours à Miami «à des fins politiques», pour déstabiliser la présidente Cristina Kirchner.

Seule note positive, le soutien international à Evo Morales. La plupart des présidents d'Amérique latine ainsi que l'ONU, l'Organisation des Etats Américains et l'Union européenne, ont ainsi appelé au respect des institutions en Bolivie. Lundi 15 septembre, les chefs d'Etat de la région se sont engagés à tout faire pour désamorcer la crise lors d'une réunion extraordinaire de l'Union des Nations sud-américaines à Santiago du Chili. A La Paz, les négociations se sont poursuivies toute la nuit de lundi à mardi entre le gouvernement et l'opposition. Un calendrier commun pourrait être adopté très prochainement. En signe d'apaisement, les gouverneurs des provinces rebelles ont annoncé la suspension des manifestations et des blocages routiers, mais la tension entre les deux camps reste palpable. Sans parler de la fragilité actuelle de la situation politico-économique à l'échelle internationale.

AMINA BOUBIA